

Le patronat veut gérer la crise

E.CHARLES



Début octobre le C.N.P.F. lui aussi tenait ses Assises. Au programme du « Congrès » de Lille, l'exportation ; à l'arrière plan, l'analyse de la crise économique et l'élaboration d'une stratégie. Sur la scène, des discours assez banals et très techniques ; dans la coulisse, des manifestations d'une inquiétude profonde.

La merveilleuse année 73

Il est vrai que pour beaucoup de dirigeants, le changement est brutal après une merveilleuse année 1973. La plupart des sociétés enregistraient des profits records, avec parfois une progression spectaculaire. Le grand capital touchait les dividendes de la politique de concentration, de réorganisation et souvent d'internationalisation menée sans défaillance depuis une dizaine d'années. Les profits permettaient de substituer des équipements

très automatisés à des vieilles machines et par là de comprimer les effectifs et d'accroître la productivité. La diversification des investissements à l'étranger rendait possible un meilleur contrôle des marchés et réduisait les risques des conflits sociaux dans tel ou tel pays.

Certes tout cela n'allait pas sans problèmes ; avec le développement industriel et la concentration, la pression ouvrière s'accroissait et il devenait difficile de contenir les revendications. Le patronat industriel avait dû changer sa politique de prix. Jusque-là il avait plutôt cherché à accroître

	Prix des produits agricoles	Produits manufacturés	Services	Total
1er semestre 73	+ 5,1 %	+ 1,6 %	+ 3,5 %	+ 3,2 %
2e semestre 73	+ 5,6 %	+ 5,0 %	+ 4,9 %	+ 5,1 %
1er semestre 74	+ 6,7 %	+ 10,7 %	+ 6,6 %	+ 8,4 %

l'exploitation de la productivité en maintenant des prix assez stables ».

Dans le budget de la ménagère c'étaient les prix des produits alimentaires et les services qui augmentaient. Mais, en retour, les travailleurs

exigeaient des hausses de salaires. A partir de 1973 et, prenant ce prétexte, le patronat industriel se lance dans l'inflation ; il veut récupérer au moment de la vente de ses produits les pertes de profit qu'il a dû consentir au niveau des salaires. Il renverse ainsi, à son profit, la distribution des plus values qui favorisait trop les secteurs alimentaires et les services.

Avec la hausse des prix la bourgeoisie industrielle réalise un autre objectif : elle réduit le poids des emprunts contractés à des taux d'intérêt non révisables. Le « capital de prêt » est moins bien rémunéré et au bout de la chaîne les économies des petites gens — salaires conservés pour faire face aux grosses dépenses — sont laminées. L'argent emprunté à bon marché est utilisé massivement pour financer tous les projets qu'une croissance rapide permet de rentabiliser facilement.

74 : les conséquences de la recession mondiale

La recession mondiale compromet cette stratégie. La crise énergétique complique encore le problème et surtout crée des très grandes disparités. Une réponse unifiée du patronat est impossible, tant sont contradictoires les intérêts en jeu. Certains secteurs sont touchés de plein fouet. C'est le cas du bâtiment qui subit directement le contre coup des restrictions de crédit et la baisse du pouvoir d'achat de l'épargne constituée, au prix de quelles privations par ceux qui sont souvent contraints d'acheter pour se loger. Mais la plupart des firmes qui fabriquent des biens d'équipement tournent encore à plein. L'industrie automobile produit 15% de voitures en moins que l'année dernière mais les consommateurs qui « fuient la monnaie » et sont manipulés par les campagnes sur la « pénurie » font faire des affaires d'or aux grands magasins, particulièrement aux rayons d'électro-ménager et... de vêtements chauds. Les crises du bâtiment et de l'automobile entraînent dans leur sillage de nombreux secteurs : verre plat, matériaux de construction, produits en plastique, peintures. Mais la recession touche aussi des entreprises qui apporteront leurs services aux secteurs en crise : banques, assurances, presse et édition. En revanche, les machines outils et les chantiers navals n'ont jamais eu autant de commandes.

Ce n'est pas seulement la nature des productions qui différencie la situation des entreprises mais aussi leur taille et leurs relations financières. Les différentes fractions du capitalisme n'ont pas les mêmes moyens de défense. Le grand patron

de Pont à Mousson estimait récemment qu'une crise serait une très bonne chose pour sa société parce qu'elle pourrait tenir le coup, alors que beaucoup de ses concurrents prendraient le bouillon. Les P.M.E. vocifèrent contre les restrictions de crédit mais les grandes sociétés qui sont liées aux groupes bancaires et qui de plus peuvent emprunter sur les marchés de capitaux internationaux ne se plaignent pas.

Des stratégies patronales très diversifiées...

Ces très grandes disparités de situation expliquent que les « revendications » des patrons soient souvent divergentes et que finalement leurs stratégies soient fort diversifiées. Les uns comptent sur des allègements fiscaux pour tenir le coup et passer un cap sinistre, d'autres réclament l'aide financière de l'Etat et mendient des subventions et des commandes mais les grands trusts complexes songent surtout à mieux diversifier la répartition mondiale de leurs activités et à consolider leurs liaisons financières internationales pour être dans le camp des bonnes affaires de demain (reconversions technologiques, passage à la nouvelle économie énergétique, grands projets arabes...).

Il est fondamental de cerner cette diversité contradictoire des situations et des réactions patronales. Car elle risquent de rendre tout à fait inadaptées certaines réponses trop centralisées et trop mécaniques des organisations ouvrières. Elle rend aussi difficile l'élaboration des mots d'ordre unifiants pour les luttes de la base. On ne peut pas se contenter de slogans comme « défendre le pouvoir d'achat » ou « défense de l'emploi » lorsque certaines boîtes en sont à licencier massivement, alors que d'autres — de moins en moins nombreuses il est vrai — allongent les horaires et recrutent avec des salaires élevés. Il faut par exemple trouver la liaison entre les luttes contre les licenciements des uns et les actions sur les conditions de travail des autres. Sinon on risque fort de voir se développer des positions purement catégorielles ou professionnelles vaguement reliées par un projet politique général promettant un égal bonheur à tous, et préparant l'association de la gauche à la gestion de la crise.

Il faut donc dégager, au-delà des situations diverses, ce qui fait le fond commun des stratégies des grandes sociétés. A travers les déclarations patronales (à Lille notamment) et surtout dans les tactiques suivies dans les grandes négociations on voit apparaître quelques traits

fondamentaux.

... Mais une attitude et des traits communs

Une chose est claire : la bourgeoisie française a terriblement peur de la récession. Il y a des patronats, celui de l'Allemagne en est le meilleur exemple, qui sont capables de prendre délibérément le risque d'une récession pour améliorer les structures industrielles, préparer de nouvelles offensives commerciales et limiter les ambitions réformatrices de la social-démocratie. Ce n'est pas le cas du patronat français qui **préfère nettement la fuite en avant** et cherche à diviser les travailleurs en différenciant les salaires et les avantages et en payant les cadres, petits et grands mieux qu'ailleurs ; système impossible en cas de ralentissement de l'activité. **A Lille le C.N.P.F. n'a pas caché son hostilité au Plan de refroidissement de Fourcade** ; il estime que l'inflation est un mal secondaire et que la lutte contre la hausse des prix n'a qu'une priorité relative. Là-dessus P.M.E. et grand capital sont parfaitement d'accord : compte-tenu du poids modeste de l'économie française dans le monde occidental, ils estiment qu'il n'y a pas grand chose à espérer de mesures purement nationales. Le seul objectif pour eux consiste à ne pas dérapier beaucoup plus que les autres.

Le patronat est hostile à la stratégie économique qui vise à redresser la balance commerciale par une diminution des importations, donc de la consommation intérieure. **Pour combler le déficit extérieur il préfère le développement des exportations** : « Il faut vendre beaucoup à l'étranger pour gagner des devises ».

La logique du patronat français

A partir de là, son discours s'enchaîne de manière logique : pour exporter il faut produire, pour produire, il faut accroître la capacité de production donc « investir » et pour financer les nouveaux équipements, il faut de larges profits, des crédits abondants et bon marché, et parfois même des aides de l'Etat. **Le C.N.P.F. mène donc campagne pour l'investissement.** Cela lui sert d'argument pour réclamer la baisse des taux d'intérêt (en fait pour que le prix du crédit soit très inférieur au taux de profit), pour lutter contre les projets fiscaux du gouvernement, et pour résister aux revendications salariales. Ici prend place **la lutte homérique du C.N.P.F. contre la taxe conjoncturelle.** Le pouvoir d'Etat s'étant trop engagé, le projet a fini par être présenté au Parlement après avoir été si fortement

édulcoré qu'il ne peut plus guère inquiéter les grands groupes industriels liés aux marchés internationaux.

Le patronat sait qu'il ne suffira pas d'exporter pour traverser la crise des paiements extérieurs. Il faudra aussi **emprunter** à l'étranger. Le grand capital le fait activement et en tire deux avantages de taille. D'abord cela lui permet d'échapper aux restrictions de crédit et de prêter à son tour aux « amis ». Ensuite cela resserre les rapports avec le grand capital bancaire international : une France lourdement endettée à l'égard du capital financier mondial pourra difficilement — pense-t-il — s'éloigner du bloc capitaliste.

Au-delà : le problème de la croissance de demain

Tout cela doit permettre de passer le cap des deux prochaines années sans « clash » financier. Au-delà — pour ceux au moins qui peuvent regarder au-delà — c'est-à-dire pour les gros — se trouve posé **le problème de la croissance de demain.** Le patronat sait que l'économie mondiale va être bouleversée ; il s'attend à des changements dans la structure des prix donc dans la rentabilité composée des différentes productions à l'échelle mondiale. Il veut donc préparer le redéploiement de l'industrie et imposer les changements qu'il faudra faire subir à la force de travail en conséquence des mutations du mode de production et du système d'exploitation.

Redéploiement, cela signifie bien sûr **transferts de capitaux. La répartition entre secteur public et secteur privé va être modifiée** en fonction des changements dans la rentabilité des capitaux. Les autoroutes privées rentreront peut-être un jour dans le secteur public sans que les gros capitalistes en soient désespérés. — mais les P.T.T. ou la S.N.C.F. accentueront sans doute leur glissement vers la dénationalisation.

Des branches entières vont être réorganisées : création de grandes firmes dans la machine outil et les biens d'équipement ; concentration dans la presse et l'édition ; restructuration chez les banquiers après quelques discrètes faillites.

Dans le bâtiment les groupes bancaires procèdent à un assainissement radical qui vise à remettre en place des chaînes intégrées, banques — promoteurs — entreprises du bâtiment. Il importe que les clientèles aisées ne s'adressent plus à des petits indépendants qui leur font du sur mesure à prix d'or. On va industrialiser pour concentrer la plus value sur quelques groupes puissants. Enfin il s'agira de **capoter une part de la nouvelle demande suscitée par le bouleversement énergé-**

tique. D'un côté il faut se placer à côté des américains, des japonais, des allemands pour vendre des usines aux pays pétroliers, de l'autre il faut préparer la relève du pétrole arabe par le nucléaire et le pétrole français « off shore » en évitant la dispersion vers le charbon ou les sources d'énergie décentralisées (géothermie, petit hydraulique, énergie solaire directe...). Tout cela exigera bien de **vastes transferts de capitaux** que l'Etat sera sollicité de faciliter au point de vue fiscal et que les banques orchestreront. Mais il faut aussi **adapter la composition de la classe ouvrière**, avec un double mouvement : de compression des effectifs dans les industries non rentables et de développement de la force de travail dans de nouveaux secteurs. Le tout sans provoquer trop de révolte : opération délicate à mener puisque le patronat ne désire pas la lutte frontale avec la classe ouvrière.

Pour synchroniser : des réserves de chômeurs

Mais il va être difficile de **synchroniser les opérations**. Le développement de nouvelles activités — s'il y a lieu — en France va prendre du temps. On pourrait songer à freiner les licenciements et à garder des travailleurs en surnombre quitte à réduire les horaires mais cela ne permettrait pas de dégager le capital correspondant. Il faut donc pour les patrons, **s'opposer à toute limitation du droit de licenciement** et organiser l'entretien d'une réserve de chômeurs en répartissant la charge sur tous les travailleurs. L'accord sur la garantie de ressources est fait pour cela. Si le patronat a cédé sur quelques points non négligeables et a donc toléré un certain succès syndical, c'est qu'il craignait de voir le gouvernement lui forcer la main et que cette « concession » lui servira d'argument pour rester intransigeant dans la négociation sur les licenciements.

En outre, à y regarder de près, la garantie de ressource annuelle est loin d'être ce que la presse bourgeoise a claironné. Le patronat gardera la haute main sur l'application du système : chaque trimestre le chômeur devra solliciter la reconduction de la garantie et les représentants unis du patronat pourront s'y opposer. On a là un bel exemple de mystification de l'opinion par le pouvoir et la presse capitaliste.

Les divergences

Cette négociation est donc bien révélatrice de la

politique générale de la grande bourgeoisie gouvernementale et patronale. Elle s'exprime sur un an. Comme la France et son économie viennent de subir une vaste agression il faut y répondre par la mobilisation de toutes les forces dans la discipline et l'austérité. Il faut faire confiance à ceux qui sont compétents. Ceux qui auront le plus à souffrir de la crise seront aidés grâce à la solidarité nationale ; mais nul ne doit entraver le grand effort d'adaptation par des revendications excessives. Au bout du tunnel, il fera jour à nouveau.

En fait ce discours cache mal les divergences idéologiques et stratégiques qui portent sur deux problèmes :

— la gestion de la crise doit-elle être essentiellement confiée au grand patronat, le gouvernement apportant un appui général et peu différencié, ou faut-il que les « pouvoirs publics » abandonnent leur pratique libérale pour un dirigisme plus actif et plus sélectif encadré par une planification plus vigoureuse (plans d'investissements précis, financements sélectifs, etc..) ?

— au bout du tunnel débouche-t-on sur une reprise de la croissance entraînée par un nouvel essor industrialiste et fondée sur de nouvelles données technologiques et une nouvelle répartition mondiale des bases capitalistes, ou bien va-t-on vers une croissance ralentie avec une répartition autoritaire des emplois et des revenus ?

Sur ces deux points la réponse du patronat français a jusqu'ici été assez claire ; il ne veut pas d'une intervention trop dirigiste du pouvoir d'Etat et il se méfie de l'idéologie de la croissance ralentie. Le proche avenir dira s'il est capable économiquement, mais aussi politiquement, de tenir sur ces positions.

Après ce premier article sur la stratégie économique du patronat, T.S. s'efforcera de revenir, dans ses prochains numéros sur les stratégies du pouvoir et les réponses syndicales.